

Méthode Empirique de Formation Inductive de Stratégies de Terreur Originales

Par Pierre-Alain Clément
Chercheur associé au CEREMS

L'instrumentalisation de la peur des opinions publiques constitue le ressort essentiel d'une stratégie générale, qui s'est développée à partir de concepts anciens, mais selon des modalités façonnées par les contingences contemporaines. Historiquement, les stratèges ont très tôt mis le doigt sur l'importance du moral et de l'opinion au cours de la guerre. Les moyens de manipuler ces paramètres apparaissent donc comme des armes aussi essentielles que l'armement, la logistique, les capitaux. Cependant, le facteur psychologique est bien plus difficile à maîtriser que les moyens techniques ou financiers de la guerre ; aussi les États européens ont-ils profité de la prospérité de la Renaissance pour maximiser leurs capacités militaires matérielles pendant les siècles suivants. Les deux guerres mondiales ont montré l'impact du moral des troupes dans la victoire : les régimes impériaux et dictatoriaux ont été pénalisés par un taux de désertion plus élevé que dans les régimes démocratiques, utilisant la conscription volontaire. Ainsi, ce sont les volontaires de la division Charlemagne qui défendirent le bunker d'Hitler à Berlin jusqu'à la mort, malgré leur compétence militaire médiocre.

Les stratégies de terreur répondent à nombre des contraintes qui caractérisent les conflits contemporains, en particulier la disproportion des forces sur le plan conventionnel. Elles se présentent comme des stratégies maximisant l'utilisation du facteur psychologique, et minimisant les moyens techniques et le financement. Les stratégies de terreur ont changé les caractéristiques du conflit : déterritorialisation, dissociation entre la nationalité et l'appartenance à l'un des camps, obsolescence du *jus in bello*. En contrepartie, la manipulation de l'opinion et des sentiments de la population-cible reste aléatoire, et comme toute opération militaire conventionnelle, son succès est fortement tributaire du hasard.

Cette méthode s'inscrit dans l'état d'esprit suivant : elle se veut un outil de rationalisation de l'action terroriste ; cette rationalisation a pour but ultime de mieux y répondre, idéalement d'aider à prévenir. En replaçant le terrorisme dans un cadre historique et stratégique, on comprend ses objectifs, au-delà de la rhétorique des hommes politiques. En analysant les modes opératoires des actions terroristes (seuls éléments strictement objectifs à la disposition du chercheur), on peut en extraire des constantes et ainsi prévoir, dans une certaine mesure, les futures opérations. À la lumière des objectifs et des moyens du terroriste, on pourra définir des lignes d'action, repères stables qui permettront de moduler la réponse en fonction des contingences (temporelles, technologiques, etc.). Le terrorisme véhicule à l'heure actuelle un grand nombre d'idées préconçues, et suscite des réactions souvent épidermiques et non adaptées. On utilisera ici ce terme comme une stratégie de combat, sans préjuger des finalités de cette action. On optimisera donc les chances de lutter contre les groupes utilisant le terrorisme en se fondant sur des analyses complètes et dépassionnées, sur des réponses pragmatiques et globales.

À la manière des méthodes militaires de planification actuelles, cette méthode ne propose pas une marche à suivre figée et remplaçant la pensée. Elle se veut plutôt un guide qui montre comment appréhender de façon rationnelle une question complexe, optimiser la gestion du temps en identifiant les routines dans les modes d'action. Appuyée sur des enchaînements logiques, l'utilisateur devra faire appel au maximum à son imagination ;

l'atout principal de la stratégie de terreur repose sur les effets de surprise. Ainsi, l'anticipation de modes d'action innovants est cruciale pour déjouer les attaques.

Cette méthode s'adresse au public militaire chargé du développement d'une doctrine de riposte au terrorisme, et à terme au commandement civil (lignes directrices d'une stratégie), puis commandement militaire (méthode opérationnelle). En se plaçant du point de vue du commandement d'un groupe recourant au terrorisme, l'utilisateur saisira les paramètres qui régissent l'environnement de ce groupe et les options qui s'offrent à lui.

1 Mécanisme politique de la stratégie de terreur (pourquoi utiliser le terrorisme)

1.1 Cadre théorique : historique des stratégies dissymétriques

1.1.1 Une théorisation ancienne de la guerre de harcèlement (Sun Tzu)

Précurseur de la pensée stratégique dans l'Histoire de l'humanité, la pensée chinoise a très tôt abordé la question de la guerre asymétrique, notamment avec l'œuvre de Sun Tzu, *L'Art de la guerre*. Si les stratégies de terreur ne sont pas, à proprement parler, évoquées dans ce recueil, l'auteur prescrit toutes sortes de manœuvres que le groupe terroriste peut reprendre à son compte :

- guerre de harcèlement : en assimilant l'armée à un flot d'eau, Sun Tzu recommande de frapper le point faible du dispositif ennemi. Une succession d'attaques éclairs, des frappes en profondeur, sur les points faibles.
- utilisation massive du renseignement : l'auteur prône l'utilisation d'agents, afin de connaître les plans ennemis, et de semer la discorde parmi les dirigeants ennemis.
- utilisation massive de la ruse : Sun Tzu estime que les batailles sont souvent déséquilibrées (numériquement) ; aussi l'utilisation de stratagèmes devant décourager l'ennemi supérieur en nombre avant le combat est essentiel.
- minimiser la probabilité d'échec : l'auteur est conscient que l'issue d'une bataille doit beaucoup au hasard ; aussi est-il nécessaire selon lui de ne lancer ses forces que lorsque l'on est sûr de remporter la victoire. En règle générale, il est question de se placer dans une situation dans laquelle l'on peut gagner sans combattre.

1.1.2 L'Occident s'appuie sur l'avance technologique et la guerre totale (Clausewitz)

À l'inverse de ces prescriptions orientales, la stratégie occidentale, inspirée par une certaine vision de Clausewitz, s'est préoccupée sur des paramètres matériels, plus faciles à maîtriser et à comparer :

- guerre de position : selon les auteurs européens (Jomini), il importe de frapper le point fort du dispositif ennemi, dans l'espoir que la chute de la clé de voûte entraîne l'écroulement total de ce dispositif. Cette stratégie génère nécessairement des chocs formidables entre les deux fers de lances des ennemis, très sanglants et brutaux.

- l'utilisation de la ruse et du renseignement est importante, bien que mal vue d'un point de vue moral. Les armées européennes recourent largement à ce moyen.

- guerre absolue : la victoire provient de la destruction physique de l'ennemi ; la guerre devient une lutte pour la survie de l'État, chacun engageant toutes ses forces dans le conflit. Si les deux adversaires sont de puissance similaire, le vainqueur sera celui qui sera moins détruit que les autres. Au cours de tels affrontements, le hasard intervient fortement et une opération est rarement décisive : la multiplication d'opérations de grande ampleur ajoute à chaque étape la probabilité d'un échec.

1.2 Postulats théoriques

1.2.1 Environnement stratégique contemporain

1.2.1.1 Multiplication des conflits intraétatiques – baisse des conflits interétatiques

Avec la chute du Mur de Berlin, et l'apparition d'un univers unipolaire (ou multipolaire), le monde a connu une chute nette du nombre de conflits interétatiques, compensée par une multiplication des conflits intraétatiques.

Ce phénomène a réduit l'échelle de ces guerres, permettant à des groupes de plus en plus petits de prendre part aux combats. Ainsi, on estime qu'un combattant sur sept est un mercenaire (en Irak), et que le mercenariat connaît un essor sensible depuis quelques années ; or, les sociétés militaires privées envoient des contingents de taille limitée. De façon similaire, de petits groupes peuvent s'investir aisément dans les conflits, notamment au moyen d'une stratégie de terreur.

Les conflits intraétatiques sont rarement des guerres de position (fronts mouvants, combats urbains, absence de tranchées). De la sorte, de petits groupes peuvent frapper très précisément, et s'évanouir dans le « maquis » avant la riposte.

1.2.1.2 Fossé technologique grandissant

Les pays riches ont misé une grande part de leur puissance sur la course à l'armement. Les systèmes d'armement sont les étalons de la capacité militaire d'un régime. L'investissement massif dans la technologie répond à plusieurs dynamiques : vision conventionnelle des conflits, complexe militaro-industriel, nécessité de ne pas laisser s'agrandir le fossé technologique avec les États-Unis (qui ont une grande confiance dans le progrès technique). La puissance conventionnelle ne dissuade plus, mais contraint ses ennemis à employer des méthodes originales.

Pour les groupes choisissant de s'opposer à de telles armées, conventionnellement très puissantes, il est inconcevable de tenter de combler le retard technologique. Ces groupes ont rapidement compris que ces armées sont invincibles en les attaquant de front. Cette situation les pousse à rechercher et exploiter les points faibles de telles armées. De façon paradoxale, plus les armées deviennent puissantes, plus elles incitent leurs ennemis à les attaquer là où elles s'y attendent le moins.

1.2.1.3 Opinion publique beaucoup plus importante

La majorité des armées puissantes appartiennent à des démocraties : ces dernières sont suffisamment riches pour entretenir et développer des armées forte en facteur capital (et relativement plus faible en facteur travail). Un des points faibles de ces régimes est le rôle important de l'opinion publique dans la gestion au quotidien des politiques publiques. Lorsque ces politiques impliquent l'envoi de troupes, et la mort de soldats, le capital de confiance de l'opinion publique est particulièrement faible. Sociologiquement, les Occidentaux ont un seuil de violence supportable assez bas ; ce fait s'explique par les deux Guerres mondiales qui se sont déroulées sur son sol. Les EU n'ayant jamais été attaqués sur leur sol, les États-Uniens supportent beaucoup mieux les guerres qu'ils choisissent de mener (Afghanistan, Iraq). Encore plus significatif, on voit que les Israéliens supportent un climat de violence et de peur depuis des décennies, et pourtant ne plébiscitent pas les politiques de compromis, puisqu'ils estiment (d'une manière générale) qu'il s'agit d'une question de survie.

1.2.2 Définition de la stratégie de terreur

1.2.2.1 Définition classique

Le terme terrorisme est tellement connoté négativement que même des personnalités reconnues pour leur impartialité rallient la position étasunienne. Ainsi, Kofi Annan qualifie de terrorisme toute attaque menée contre des civils. Si le terrorisme peut s'apparenter à cette définition en Occident, il apparaît rapidement que la réalité est nettement plus complexe. En la matière, les assertions des hommes politiques s'apparentent plus à des formules incantatoires qu'à des analyses scientifiques.

La stratégie de terreur est une stratégie indirecte, et qui ne repose que secondairement sur la violence (physique ou morale) réelle. Elle consiste d'une part à exercer une pression psychologique sur les dirigeants/la population en exerçant une pression physique sur une partie infime de cette population. Elle consiste d'autre part à s'imposer comme un interlocuteur incontournable face à un ennemi militairement supérieur, et comme un héros à suivre pour la masse des sympathisants. Elle est indirecte car le processus de l'attentat s'accomplit en trois temps, avec une victime primaire, une victime secondaire, et une victime tertiaire. La victime tertiaire est constituée des victimes physiques de l'attentat ; ces victimes sont généralement peu nombreuses et civiles. Elles peuvent également être absentes, comme en Corse. On comprend alors que la cible principale n'est pas constituée de ces victimes choisies au hasard. La victime secondaire est la population qui témoigne de cette attaque : témoins direct, téléspectateurs, services de secours, media, etc. L'acte isolé et peu destructeur finit par toucher une population entière, attirant son attention et attisant sa frayeur et/ou sa colère. La victime primaire, la plus importante, est le gouvernement dont on veut influencer la politique ; l'acte anxiogène est clairement dirigé, quoique par ricochet, contre les hommes politiques qui seront placés dans l'obligation de répondre à cet acte.

1.2.2.2 Évolution du concept

Le terrorisme décrit ci-dessus représente un acte rationnel, une stratégie calculée de provocation du corps social d'un pays. Il sert à ses commanditaires d'un moyen, jugé efficace, pour mener des négociations avec l'Exécutif de l'État-cible.

Apparaissent pourtant des groupes qui renouvellent l'utilisation du terrorisme. Lorsque des groupes comme la secte Aum commettent un attentat, leur terrorisme apparaît bien plus comme une fin, et non plus un simple moyen. L'idée de ces groupes millénaristes est de provoquer une telle confusion dans la société, que celle-ci va s'écrouler, pour ensuite renaître de ses décombres. Cette croyance est analogue au mythe de l'Apocalypse de Saint-Jean : après le cataclysme, le Royaume de Dieu peut enfin s'établir. La version séculaire de ce mythe se retrouve chez les groupes marxistes, telle la RAF en Allemagne, qui estiment que la destruction violente du monde bourgeois permettra l'avènement de la dictature du prolétariat.

1.2.3 Multiplicité des objectifs visés

Le terrorisme est un mot-valise qui connaît des centaines de définitions différentes, et des dizaines sont utilisées officiellement, parfois plusieurs dans un même pays. L'ONU a abandonné l'idée de faire adopter une définition théorique et consensuelle du phénomène, et s'est bornée à proposer une douzaine de Conventions prohibant un ensemble de pratiques assimilées empiriquement au terrorisme : la répression des actes illicites de violence dans les aéroports (1988), la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental (1988), la protection physique des matières nucléaires (1979), contre la prise d'otages (1979), pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (1970), etc.

On s'attachera donc à classer les différents types de terrorisme en fonction de leur place dans la stratégie générale des groupes qui l'emploient.

1.2.3.1 Terrorisme rationnel (politique, régionaliste)

Il s'agit de la stratégie de terreur qui s'épanouit le plus dans les démocraties. En effet, il bénéficie, dans ces régimes, de la liberté nécessaires à la mise en place d'opérations secrètes. En outre, il jouit, grâce aux moyens d'information libres, de toute la publicité et des « unités de bruit médiatique » (UBM) nécessaires au déploiement de sa politique. Cette stratégie représente la méthode employée par des groupes souvent numériquement faibles, donc cherchant à s'imposer comme des interlocuteurs incontournables. Ils s'appuient sur une base populaire, ce qui lui permet de mener une guérilla (urbaine, maquisarde) contre les forces de l'autorité et de se fondre dans la population une fois l'attaque exécutée. Le sabotage représente une des modalités d'action de ce terrorisme.

Cette stratégie a été employée par de nombreux mouvements indépendantistes : la Résistance en France, Le FLN en Algérie, l'IRA en Irlande, le FLNC en Corse. L'archétype du *leader* de ce groupe est un notable engagé depuis longtemps en politique, sorte de tribun moderne.

1.2.3.2 Terrorisme émotionnel (idéologique, universaliste)

Ce terrorisme correspond à une évolution du terrorisme rationnel, historiquement antérieur. Au combat politique se greffe (ou remplace) une idéologie qui se veut généralement universaliste : religion, éthique, défense d'êtres considérés comme maltraités (spécisme, « droit à la vie », etc.), défense de l'environnement, lutte contre la mondialisation, etc. Les objectifs des groupes utilisant la terreur pour promouvoir cette idéologie sont beaucoup plus vagues que ceux des terroristes politiques : il s'agit souvent de revendications radicales et impossibles à mettre en œuvre à court terme. C'est pourquoi il sont souvent qualifiés de « terrorisme à cause unique » : ils défendent une idée particulière sans projet global cohérent. De plus, le soutien populaire de ces groupes est minimal : même si la masse de sympathisants peut s'avérer numériquement significative, seule une minorité est prête à cautionner les actes violents pour défendre cette cause. Leur objectif réside moins dans la réalisation de revendications précises que dans la déstabilisation, vue comme un moyen de provoquer une prise de conscience dans l'opinion publique. Cette prise de conscience doit mener les populations à sympathiser avec les revendications (générales) de ces groupes, et à faire pression sur leur gouvernement dans un sens favorable au groupe terroriste.

Cette stratégie a été utilisée par des groupes entendant faire la promotion d'une idéologie soit confidentielle (spécisme, « droit à la vie »), soit millénariste (islamisme radical, extrême droite). L'archétype du *leader* de ce groupe est une sorte de gourou, dont l'attractivité réside dans la mystique qu'il propose à ses « fidèles ».

1.2.3.3 Terrorisme mixte

La frontière est souvent ténue entre les deux sortes de terrorisme citées, notamment car la justification de la mort « d'innocents » (civils frappés aléatoirement) se doit d'être assez évocatrice pour provoquer l'adhésion des sympathisants. Si ceux-ci sont convaincus de soutenir une cause qui les transcende, ils accepteront mieux que quelques vies doivent être sacrifiées. D'autre part, l'essoufflement du terrorisme politique a conduit les groupes recourant à cette stratégie à augmenter la le côté spectaculaire de leurs actions, afin d'impressionner un public toujours plus soumis à des images violentes. De manière similaire, alors que le côté « romantique » du terrorisme des années 1970 a disparu, les sociétés occidentales contemporaines sont plus sensibles (et soumises) au pouvoir de l'image : par suite, il appert que la mise en scène de la violence (cf. conférences de presse du FLNC, films des mises à mort d'otages) est un levier psychologique puissant.

Cette stratégie a été utilisée par des mouvements indépendantistes lorsque leur lutte a perdu de l'écho (FLNC, IRA, ETA), mais aussi par des groupes d'échelle mondiale (Al Qu'aida, groupes en Irak). Ils ont rencontré le succès dans la mesure où ils ont déstabilisé les populations-cibles, mais la réaction états-unienne aux attentats du 11-Septembre (comme la politique d'Israël) montre l'échec en matière de modifications de la politique de l'État-cible dans un sens favorable au groupe terroriste. Bien sûr, lorsque l'objectif est d'empêcher toute négociation en radicalisant les protagonistes (Djihad islamique palestinien), l'objectif est atteint avec succès.

1.2.3.4 Terrorisme dégénéré

On parle de terrorisme dégénéré lorsque le groupe en arrive à côtoyer la grande criminalité. Deux raisons mènent à cette politique. Premièrement, choix involontaire : le groupe s'enlise dans sa guérilla, manque de capitaux, perçoit un « impôt révolutionnaire » qui érode sa base populaire, procède à des « expropriations prolétariennes qui ont le même résultat, il subit la concurrence de groupes qui chassent sur son propre terrain. L'IRA, les FARC et le FLNC sont dans cette situation. Deuxièmement, choix volontaire : le groupe finit par se satisfaire du statu quo, les chefs ont obtenu une position confortable, les revendications et les relations avec l'autorité sont devenues trop intriquées et n'avancent plus. Le groupe cherche alors à s'allier avec la criminalité organisée, ou bien la met en place lui-même. Ce phénomène est fréquent en Asie centrale et dans le Caucase. Les FARC semblent aussi rentrer dans cette catégorie.

Dans ces conditions, la négociation devient très difficilement menable, et/ou n'apparaît plus comme un objectif essentiel recherché par le groupe : les autorités discréditent publiquement une organisation devenue principalement crapuleuse, et la population de sympathisants s'étiolle devant les exactions du groupe.

2 Méthodologies opérationnelles (comment utiliser le terrorisme)

2.1 Mise en œuvre – questions techniques

2.1.1 Stratégie globale

2.1.1.1 Attribution des responsabilités

De façon classique, le groupe souhaitant recourir à la terreur est organisé selon une structure pyramidale très hiérarchisée. Au sommet figurent les *Chefs*, noyau originel, ceux qui ont eu la capacité de mettre leurs compétences en commun pour constituer le début d'une organisation. Très rapidement, les *Chefs* ont besoin de recruter les *Ingénieurs*, qui détiennent les compétences techniques nécessaires à l'exécution des plans. Ensuite sont recrutés les *Techniciens*, ceux qui appliquent les plans des *Ingénieurs*. Afin d'assurer la sécurité de ces agents, sont recrutés les *Troupes*, constituées de fidèles convaincus. Enfin, parallèlement à cette structure, on trouve les **Mercenaires**, qui sous-traitent un certain nombre de services : équipements, armements, services financiers, appui technique, etc. Ici est décrit l'organigramme d'un groupe fort développé ; les groupes mineurs peuvent se passer d'une ou plusieurs de ces catégories, sachant que les *Chefs* et les *Troupes* sont indispensables.

Les Chefs sont des personnages hors du commun, qui possèdent des caractéristiques partagées par une minorité de gens : intelligence supérieure, statut social élevé (réseau de relations + capitaux + profession respectable), charisme exceptionnel (fédérateur), études supérieures dans les domaines des sciences sociales ou de la communication, stratège-né, courage éprouvé dans des situations périlleuses, volonté de fer, *baraka*, etc. L'association de ces caractéristiques, à des degrés d'intensité divers, fait de quelqu'un un *Chef* plus ou moins suivi et respecté.

Les Ingénieurs sont des personnages eux aussi rares, mais qui n'ont pas les qualités suffisantes pour avoir l'envergure d'un vrai *Chef* : intelligence technique, compétence informatique, infiltration chez l'ennemi, accès à des technologies sensibles, etc. Au-delà des compétences techniques, ils peuvent fournir les compétences théoriques pour formaliser la pensée des *Chefs*, et produire la doctrine (religieuse, philosophique) officielle du groupe. Ce sont les lieutenants idéaux des *Chefs*, bien que ces derniers doivent se méfier de leur possible frilosité, ambition, ou pire encore de leur trahison.

Les Troupes forment le cœur du dispositif ; ils remplissent les missions qualifiées de « sale boulot » : exécution, garde du corps, torture, etc. Ils sont nombreux et servent à faire écran aux actions vitales des *Techniciens* et des *Ingénieurs*. Ils sont recrutés pour leur fiabilité, et leur limitation intellectuelle (en dehors de l'intelligence de situation), afin de minimiser les risques : rébellion, renversement d'un *Chef*, hésitation, défection. Leur attachement à la cause est sincère et irréfuté.

Les Techniciens forment un corps intermédiaires entre les *Ingénieurs* et les *Troupes*. Ils doivent montrer plus de capacités intellectuelles que les *Troupes* (afin de mener à bien les opérations planifiées par les *Ingénieurs*), mais ne doivent pas être au courant de l'opération en entier (afin de limiter les tentatives d'infiltration et les fuites). Ils possèdent donc des diplômes techniques qui leur permettent d'effectuer des opérations précises : piratage de codes, infiltration dans un réseau, infiltration dans une entreprise-clé, missions de *social engineering*, etc. Cependant, ces agents ont été recrutés à la fois pour leur proximité idéologique et leurs compétences : ils sont susceptibles d'être des simples sympathisants, risquant de remettre en question certaines justifications (e.g. le meurtre de civils pour une cause supérieure) le moment venu. Leur fiabilité idéologique doit donc être évaluée avec subtilité.

2.1.1.2 Analyse de la situation

Une fois réunis autour d'un projet général (dont les modalités restent à définir), les *Chefs* sont appelés à se concerter sur les points suivants, fondations du mouvement en formation :

- objectif globaux : déterminer la nature de la stratégie de terreur à poursuivre. Il faut définir le(s) gouvernement-cible(s), la politique générale du (des) pays visé(s), afin de se positionner de manière efficace. Il faut choisir quel type de stratégie de terreur utiliser, par défaut le terrorisme rationnel.

- financement : les *Chefs* sont amenés ensuite à définir les moyens nécessaires, et la façon de les acquérir. Le montant des capitaux nécessaires reste limité en comparaison de l'ennemi à combattre (les forces policières et militaires d'un ou plusieurs pays), mais s'avère élevé à l'échelle des *Chefs* (qui restent des particuliers, mêmes fortunés). En outre, le groupe requiert des revenus réguliers, excluant le financement par une fortune particulière ponctionnée continuellement : achats d'armes, d'équipement, corruption, achats immobilier, dépenses de sécurité, salaires des agents employés, etc. Le montant estimé d'un groupe est de plusieurs millions de dollars par an. Une fortune particulière peut fournir la mise de départ, mais les *Chefs* seront rapidement amenés à choisir deux voies. La voie facile est illégale : « impôt révolutionnaire », « expropriations prolétariennes », trafics divers, enlèvements, etc. La voie légale est plus difficile d'accès : financements étatiques (en particulier durant la Guerre froide), cotisations de la diaspora (plus ou moins forcée), dîmes des fidèles (dans certains pays musulmans), recettes fiscales (lorsque le groupe constitue un État dans l'État), sont les principaux moyens.

2.1.1.3 Formulation des directives initiales (objectif à long terme)

Le groupe doit alors formuler son approche, la nature de ses missions, et ses objectifs de façon précise :

- les *Chefs* doivent commencer par imaginer une approche réaliste et globale. Ainsi seront précisés : les cibles (civils, administrations, symboles ?), les modes d'attaque primaires (bombes, voitures piégées, fusil automatiques ?), les modalités secondaires (assassinat, corruption ?), l'emplacement du QG et des postes avancés (capitale, pays voisin, périphérie ?), le degré d'infiltration requis (selon le niveau de sécurité de la cible).

- une fois définie l'approche, les *Chefs* doivent déterminer le degré d'intensité des attaques : locales ou sur la capitale ? Transports ou administration ? De jour, de nuit ou pendant les heures de pointe ? Bombe artisanale ou militaire ? Usage d'armes ABC ?

- **les réponses aux questions précédentes réside dans les Conditions Finales Souhaitées : négociation, déstabilisation, provocation, radicalisation ? Les *Chefs* se doivent de penser aux CFS de façon extrêmement précise et calculée**, afin de choisir les bons moyens. La stratégie de terreur peut se révéler très efficace, mais c'est non seulement une arme incertaine, mais aussi une arme à double tranchant : une attaque trop brutale, une attaque (voire un mort) de trop, des circonstances louches, des exactions trop voyantes, une communication bâclée, et c'est l'ensemble de la politique du groupe qui est ruinée. Si l'aspect incertain du terrorisme est par nature incontrôlable, l'aspect double tranchant doit être minimisé, grâce à une approche rationalisée, pondérée, bref, professionnelle.

2.1.2 Stratégie générale – conclusions politiques

Les *Chefs* se trouvent dans l'obligation de spécifier la stratégie générale du groupe. Jusqu'ici, on prenait comme hypothèse que la stratégie globale du groupe était l'atteinte des CFS, de manière rationnelle. Au niveau plus précis de la stratégie générale, le groupe a le choix entre deux voies particulièrement différentes.

2.1.2.1 Analyse de la stratégie générale

On peut définir *grosso modo*, deux stratégies générales, avec chacune une liste de tâches spécifiques :

- Stratégie rationnelle : le groupe est amené à procéder à des attaques précises, bien orchestrées, mais surtout bien publiées. Pour peser de tout leur poids sans effrayer inconsidérément la population, les attentats doivent avant tout être théâtralisés : la représentation de la violence (violence symbolique) est bien plus efficace que la représentation de la violence (violence réelle). Par ce moyen, la population-cible est effrayée, pas à cause d'une violence indiscriminée (qui bannirait toute sympathisation), mais d'une violence dirigée de façon précise et mesurée.

- Stratégie émotionnelle : le groupe est amenée à produire des effets spectaculaires ; de plus, la multiplication des attentats conduit à une « course à la terreur », chaque groupe tentant de s'imposer comme le plus violent, donc le plus important. Dans ce contexte, la violence réelle est le complément idéal de la violence symbolique. La perfection de cette combinaison des deux violences est atteinte avec le 11-Septembre : une mise en scène orchestrée avec une sophistication extrême, associée à une exécution épurée, assénée avec une brutale simplicité. Preuve de la réussite de cet attentat : ses conséquences ont bouleversé le monde.

2.1.2.2 Élaboration de directives partielles (sous-objectifs)

- Stratégie rationnelle : afin de gagner l'adhésion de la population, ou du moins le soutien des sympathisants, le groupe doit choisir ses cibles primaires avec soin :

- financement : le groupe doit à tout prix éviter les financements procédant du racket ou de l'extorsion. Dans les faits, on constate que les groupes utilisant ce terrorisme (comme le FLNC) étaient dirigés par des *Chefs* appartenant déjà à la mafia, c'est-à-dire à une des deux familles qui contrôlent l'île. On comprend dès lors le faible soutien populaire aux indépendantistes (approx. 10%). Dans le pire des cas, ponctionner uniquement la population récemment arrivée, ou les mafias rivales. Il en découle que le groupe progresse très près de la ligne rouge : il peut rapidement, s'il n'y prend pas assez garde, basculer dans le terrorisme dégénéré.

- actions : les actions doivent à tout prix éviter de faire couler le sang. Les indépendantistes corses l'ont compris, n'ayant jamais planifié l'assassinat de civils (le préfet Érignac fut abattu par un mouvement dissident nouvellement créé), procédant de nuit, lorsque les commissariats ou les hôtels des impôts étaient vides. La violence est avant tout symbolique : les attentats de l'IRA et de l'ETA sont précédés d'un avertissement téléphonique dans 67% des cas. Le meurtre d'agents de police ou de représentants de l'État sont à proscrire, y compris dans les pays autoritaires, car soit ils touchent aussi des civils (Liban), soit sont vus comme une attaque contre leur communauté (Irak). Là encore, la ligne est ténue entre le terrorisme rationnel et le terrorisme émotionnel, et le *Chef* attentif s'efforcera de ne pas franchir la ligne, car le retour en arrière sera alors impossible (opinion publique échaudée).

- après l'action : les arrières doivent être assurés minutieusement, grâce à des alibis solides ; des lieux sûrs doivent être aménagés afin de dissimuler les matériels compromettants. Les traces écrites sont à détruire dès que possible. Le rôle croissant de la police scientifique implique de donner une attention toute particulière aux éléments susceptibles de fournir des indices (ADN, cellules de peau ou de cheveu, etc.). Le groupe peut néanmoins compter sur les témoignages complaisants et le soutien d'une partie importante de la population, ce qui s'avère décisif dans la poursuite de l'action.

- Stratégie émotionnelle : ici l'adhésion populaire est moins importante que l'impact médiatique. La radicalisation des camps est recherchée, pas la fédération d'un camp le plus large possible. Il importe de renforcer l'inclination des sympathisants, quitte à perdre le soutien de la majorité, et de s'attirer la haine des ennemis.

- financement : les financements illégaux sont acceptables ici, dans la mesure où l'extorsion ne touche pas les membres de la communauté des sympathisants. Concernant ces derniers, il est fondamental de mettre en place un système de cotisation sur la base du volontariat (rien n'empêche l'incitation active). En contrepartie de cette participation, le groupe se doit (dans une optique clientéliste) de fournir des services à ces volontaires : protection, aide financière, juridique, etc.

- actions : les actions s'inscrivent ici dans un contexte de surenchère de la violence. Le groupe doit donc organiser des actions spectaculaires qui vont attirer plus de média que la fois d'avant. La violence réelle n'est pas toujours nécessaire, mais elle capte beaucoup plus que la violence symbolique. Les moyens d'action peuvent se présenter sous ces formes : actions coups de poings dans des hôpitaux (anti-avortement), dans les médias (interruption de programmes), dans la rue (contre les affiches publicitaires). La violence réelle contre des « innocents » doit faire l'objet d'un véritable traitement théorique : le groupe doit endosser la responsabilité de ces actions, et les justifier idéologiquement. Sans ce processus d'appropriation de la violence, le groupe ne gagnera pas le respect des

sympathisants, alors que la majorité lui sera automatiquement hostile (que la violence soit assumée ou non).

- après l'action : plus encore qu'avec le terrorisme rationnel, le groupe employant le terrorisme émotionnel doit veiller à sa retraite. Bénéficiant d'une base populaire limitée, les membres du groupe devront **étudier scrupuleusement sa politique « d'évanouissement dans la population »**. La majorité de la population, même si certains ne sont pas insensibles à la cause, ne prendra jamais le risque de protéger les membres du groupe des autorités. Il importe donc de maintenir la plus grande distance possible entre la population et les membres du groupe.

2.1.3 Stratégie opérationnelle – conclusions militaires

Si la stratégie générale tombe dans le domaine de compétence des *Chefs*, ils ont maintenant à imaginer la réalisation concrète de leur politique. Ils soumettront leurs projets aux *Ingénieurs*, afin que ceux-ci examinent leur faisabilité, et les conseillent sur les moyens les plus sûrs/efficaces.

2.1.3.1 Conclusions générales : liste des tâches

Une fois les sous-objectifs circonscrits, les *Chefs* et les *Ingénieurs* conçoivent quels moyens utiliser pour réaliser des attentats répondant à la stratégie retenue. On prendra comme archétype le groupe qui s'est constitué, et qui envisagent de se projeter à l'échelle régionale, voire nationale :

- QG sécurisés : les *Chefs* choisissent méticuleusement le QG. Le lieu choisi sera le bastion du groupe, le cœur du réseau, le lieu où les directives seront prises, où les *Chefs* se réuniront. Il convient donc de maximiser sa sécurité. **Il doit allier au mieux discrétion et sécurité, sachant que l'on ne peut obtenir 100% dans les deux caractéristiques en même temps** (suivant la loi de l'optimum de Pareto). Aucun élément ne doit être laissé au hasard. Pour augmenter la discrétion : dans une maison privée (cave, maison isolée) ; construire les éléments compromettants soi-même/par des complices ; détruire les preuves écrites de tous travaux insolites ; imaginer des alibis pour les proches. Pour augmenter la sécurité : bâtir des systèmes d'alertes et de blindage ; prévoir des systèmes d'autodestruction. D'une manière générale : **cloisonner l'organisation au maximum ; ne jamais relâcher son attention ; ne jamais sous-estimer les compétences/connaissances des forces de police.**

- postes avancés sûrs : afin de se projeter hors de la zone d'influence du QG, le groupe s'implantera dans des postes avancés. Afin de maximiser la discrétion, on optera pour des lieux différents à chaque opération. Afin de renforcer la sécurité, on optera pour le (ré)aménagement d'un deuxième bastion, qui servira de retraite en cas de compromission du QG. L'association des deux types de postes avancés est recommandée, en gardant à l'esprit de ne jamais utiliser deux fois la même ruse.

- flux sécurisés : les flux sont particulièrement sensibles au traçage par la police. Les communications doivent être cryptées/brouillées. Des moyens de communication imprévisibles seront mis en place (boîtes aux lettres dormantes, etc.). Les transferts de fonds et de matériels devront être fractionnés et camouflés, afin d'endormir la méfiance des autorités.

- recrutement méthodique : le recrutement est capital, car à cette occasion, le groupe prête le flanc à des attaques des autorités/rivaux. Pour les *Ingénieurs*, l'affiliation se doit d'être

avant tout idéologique, et ils doivent avoir montré leur implication dans la cause préalablement à leur engagement (proximité avec les *Chefs*, rôle dans un parti, missions confiées, etc.). De la sorte, le risque de trahison est minimisé, ne reste que le risque de renversement : à cette fin, on doit fidéliser les *Ingénieurs* par une rémunération suffisante. Pour les *Techniciens*, et les *Troupes*, on privilégiera l'endoctrinement, l'appât du gain, avec éventuellement (en appoint), le chantage, la pression sur des proches, ou la promesse d'établissement. En matière financière (corruption active, salaires, etc.), la règle à suivre est : **payer toujours peu pour ne pas gêner, payer toujours assez pour compromettre.**

- détermination de la nature des opérations : le groupe constitué, il récapituler ses cibles (bâtiments de police, des impôts, entreprises, hôpitaux, ministères, ambassades, bâtiments financiers, etc.), et selon quels moyens, en gardant à l'esprit les CFS : écroulement, criblage de façade, incendie, etc.

Par la suite, le groupe peut songer à se projeter dans des pays étrangers, limitrophes, etc. À ce stade, le groupe a assis solidement sa base dans un pays complaisant, et/ou bénéficie d'un soutien populaire fort. Les groupes de cette envergure manient un terrorisme émotionnel (Al Qu'aïda), ou sont tombés dans le terrorisme dégénéré (FARC). Les étapes suivantes sont à prévoir afin d'étendre son rayon d'action et son influence :

- implanter des postes avancés à l'étranger : l'idée est alors de constituer des QG secondaires à l'étranger, avec leur propre réseau de postes avancés. De la sorte, le groupe demeure cloisonné, chaque tête de l'hydre étant suffisamment solide pour mener des opérations indépendamment du soutien logistique du QG primaire.

- flux sécurisés, recrutement méthodique : suivre les mêmes précautions que précédemment.

- renforcer la théâtralisation : à ce stade, le groupe doit faire entendre sa voix au milieu des autres groupes terroristes internationaux. Il importe donc de marquer les esprits. Les opérations toucheront des cibles plus symboliques et jusqu'ici épargnées : bâtiments sanctuarisés (ambassades, lieux touristiques, etc.), civils considérés comme particulièrement innocents (femmes, enfants, personnes âgées, etc.). **La violence délivrée lors de l'attaque doit être calculée précisément, et n'avoir que l'apparence d'être une violence indiscriminée.**

2.1.3.2 Centres de gravité et points décisifs

Les centres de gravité correspondent à ce qui constitue la clé de voûte du régime ennemi : « sa liberté d'action, sa puissance, sa volonté de combattre »¹. Pour le groupe, ce centre de gravité est constitué d'objectifs. De fait, la saisie, neutralisation, élimination de ces objectifs est sensée mener à la victoire du groupe, ou à la négociation. Créer une nomenclature rationalisée de ces objectifs permet au groupe de maintenir le cap prédéfini, alors même qu'il est au cœur de l'action. Un centre de gravité peut être atteint par l'accomplissement d'une suite conditions positives (points décisifs).

¹ Glossaire interarmées des termes et expressions relatifs à l'emploi opérationnel des forces.

2.1.3.3 Forces et faiblesses exploitables

Le groupe doit bien connaître son ennemi afin d'appréhender correctement ses forces (car il est surpuissant conventionnellement) et ses faiblesses (qui sont au cœur de ses opérations). Contre une démocratie, les points faibles sont les suivants : le système médiatique, l'opinion publique, les libertés publiques, le pacifisme (plutôt généralisé). Contre un régime autoritaire : un soutien populaire fort, des institutions faibles, des partisans du système généralement minoritaires.

2.1.3.4 Conditions indispensables au succès- limites de validité des stratégies de terreur

L'entreprise terroriste navigue dangereusement entre deux écueils opposés : l'inefficacité (attentats commis sans modification de la situation politique) et l'écoeurement de la population (trop d'attentats commis). Éviter l'un correspond à se rapprocher de l'autre. De plus, la manipulation de la psychologie des foules est un exercice pour le moins délicat. Il n'existe pas de critère quantifiable permettant de trouver le juste milieu entre ces deux récifs, car chaque population réagit différemment d'un pays et d'une époque à l'autre. Néanmoins, il est crucial pour les *Chefs* de toujours maîtriser la violence qu'ils exercent, et de ne jamais perdre de vue les CFS : sans ces repères, le groupe sombre dans la violence aveugle, et la population-cible finit pas choisir la solution de force (conflit israélo-palestinien) : dans ce cas, seuls les groupes cherchant la radicalisation y trouvent leur compte, sans qu'aucune solution politique ne voie le jour.

2.2 Mise en œuvre – exploitation politique de l'acte de violence

2.2.1 Aspect stratégique

2.2.1.1 Objectifs : se poser comme un interlocuteur incontournable + faire pression sur les dirigeants

Sera ici examiné le mécanisme du terrorisme rationnel. L'objet même de la stratégie de terreur réside dans le processus qui se déroule entre le moment de l'attentat et le moment où le gouvernement modifie sa politique dans un sens favorable. La guerre est le moyen d'imposer sa volonté à une entité, par le moyen de la destruction physique et morale. Le terrorisme fonctionne de la même façon, mais la destruction morale doit compenser la faible destruction physique.

En s'attaquant aux bâtiments publics, aux civils, le groupe montre sa détermination implacable. Il doit donc revendiquer l'attaque et toutes ses conséquences, justifier la violence contre des cibles « innocentes ». En faisant la démonstration de sa résolution à presser sur les points sensibles de l'État, il contraint ce dernier à négocier avec lui. Il doit également le convaincre que sa puissance conventionnelle lui sera inutile, ce qui s'avère particulièrement difficile à reconnaître pour le gouvernement (sentiment d'impuissance + sentiment d'humiliation).

En négociant, le groupe est tenu de maintenir sa pression sur le gouvernement. Sans ça, ce dernier peut profiter de ce que le groupe baisse sa garde (en parlementant avec l'État), et tenter de capturer les envoyés du groupe. De plus, le groupe risque de perdre son statut d'interlocuteur s'il ne présente plus une menace à l'État.

2.2.1.2 Moyens (1) : Formulation de revendications claires et réalistes

Afin de convaincre l'opinion publique et les autorités que la violence n'est pas administrée aveuglément, le groupe doit présenter sa profession de foi et ses revendications de façon construite. Des arguments rationnels, précis et pondérés sont à mettre en avant, en les présentant comme la condition *sine qua none* pour la fin des violences. En faisant le premier pas dans la défense d'objectifs simples à réaliser, le groupe augmente sa crédibilité, et son capital sympathie.

2.2.1.3 Moyens (2) : Pédagogie du message (gagner le soutien de sa base populaire et de l'opinion internationale)

Dans cette optique de compromis politique, le soutien populaire est décisif. L'opinion, en démocratie, est prête à écouter tout message, pourvu qu'il soit bien présenté (importance du *marketing* et de la communication modernes) ; à cette fin, la simplicité du message est capitale, servie par des arguments « de bon sens » et rassurants. Par exemple, pour des indépendantistes : rappeler la situation florissante (enjolivée) du temps de l'indépendance, souligner les racines profondes de la langue régionale, montrer son attachement (réel ou non) à la démocratie et au capitalisme, etc.

2.2.1.4 Moyens (3) : Montrer une détermination sans faille

Les spécialistes du comportement décrivent ainsi la meilleure posture à adopter pour convaincre son auditeur : être poli mais ferme, réaliste mais assuré, prudent mais courageux. La communication du groupe doit intégrer les ressorts émotionnels de la population-cible dans sa communication afin de « viser les tripes »², de produire des réflexes d'adhésion inconsciente, à la manière de la publicité. Le sérieux de la forme doit servir de vecteur visant à éliminer les défenses conscientes de l'individu, dans l'espoir qu'il assimile, sans remise en question, le message.

2.2.1.5 Objectif du terrorisme émotionnel : radicaliser les camps et empêcher le dialogue

Dans ce cas, l'adhésion populaire est secondaire. Il est fondamental de satisfaire sa base populaire, qui est constituée d'une minorité radicale. La ferveur de cette minorité convaincue doit être entretenue, car elle représente la légitimité et le soutien sociétaux du groupe. De la sorte, le groupe s'attire l'animosité de la majorité, y compris des potentiels sympathisants. **Le groupe s'inscrit dans une logique de provocation, suivie de répression ; le groupe riposte donc avec des représailles justifiées a posteriori. Le but est de déstabiliser le régime.** D'autres moyens plus subtils peuvent être intégrés dans cette stratégie générale : s'associer à l'opposition et aux autres groupes terroristes ; infiltrer l'économie, les ONG et les associations ; discréditer les membres de l'Exécutif ; monter les communautés les unes contre les autres ; récupérer ou ridiculiser les traditions ; si cette option est prévue, neutraliser les masses pour faciliter la prise du pouvoir (éviter un sursaut de résistance). Ces solutions s'apparentent aux techniques employées par certaines sectes puissantes.

² Hitler parlant de la propagande.

2.2.2 Aspect opérationnel et tactique

2.2.2.1 Compréhension de la population-cible

Deux types de sociétés-cibles peuvent être dégagés :

- population d'un pays démocratique : cette population est la plus sensible au terrorisme. Elle présente notamment la faiblesse structurelle suivante : les libertés publiques et individuelles ont fait éclater les grands blocs socioprofessionnels unifiés idéologiquement ; chaque individu construit son idéologie selon les informations qu'il reçoit, et se défie souvent des média « institutionnels ». Ce terrain est propice à la diffusion de messages subversifs (y compris ceux du terrorisme), qui ne rencontreront pas nécessairement d'opposition organisée.

- population d'un pays autoritaire : ici, le régime exerce un contrôle (plus ou moins fort selon le pays) sur l'opinion publique, ou du moins en maîtrise l'expression. Dans ces conditions, le groupe doit créer ou emprunter des canaux de communications souterrains. Les nouvelles technologies seront au cœur de ce réseau alternatif.

2.2.2.2 Impact de l'image et de la représentation de la mort

La sensibilité des populations à l'image est *a priori* plus grande dans les pays démocratiques : intensité du bombardement médiatique + société aseptisée. Dans ces pays, les images (souvent frappantes) sont les modes de raisonnement de sociétés très attachées au symbolisme. En ce sens, le 11-Septembre frise la perfection médiatique : cible symbole ultime du capitalisme occidental (centre financier, plus hautes tours de New York, plus fragiles que l'Empire State Building), attentats exécutés en deux temps (permettant l'arrivée des télévisions et les enregistrements amateurs), réalisés symboliquement en début de journée, scénario aussi spectaculaire que dans les fictions. La technique la plus efficace semble donc être l'enregistrement vidéo de l'attentat, en direct, et en gros plan, ce qui renforce le sentiment d'impuissance du spectateur. À cet égard, l'arme atomique présente l'inconvénient majeur de ne pas

2.2.2.3 Revenir à la table des négociations/maîtriser le choc provoqué par l'acte de violence.

Le moment le plus délicat dans la stratégie de terreur repose dans le retournement à effectuer : passer de l'image publique d'un groupe prêt à employer une violence illégale et déloyale à celle d'un groupe prêt à négocier dans le cadre juridique appartenant à l'État qu'il combat. Le groupe recourant au terrorisme rationnel doit comprendre, le moment venu, qu'il est temps de passer aux négociations, que la poursuite de la violence est contre-productive (lorsque l'utilité marginale de l'attentat décroît). Il n'existe pas de étalon de mesure fiable, mais l'écoute attentive des réactions de la société est indispensable : média, productions sur internet (fora, blogs, etc.), discours politiques, manifestations de la population et des associations (pour et contre).

2.3 Mise en œuvre – scénarii envisageables

Les scénarii proposés évoquent les nombreuses formes d'attentats probables à l'avenir. Selon l'objectif du groupe, la nature de l'attaque sera différente, fondement de cette classification. Le groupe ici sera constituée de la cellule d'un groupe plus vaste ; afin de n'éliminer aucune possibilité d'attaque, on estimera qu'il est question d'une cellule hautement dangereuse, dont les caractéristiques sont les suivantes : cellule autonome, bien organisée, sophistiquée, dotée d'un budget de 10M\$.

2.3.1 Terrorisme réaliste/épuré (type 11-Septembre ou 24Saison1)

Ce type de terrorisme est celui des groupes qui veulent que « beaucoup de gens voient », la stratégie la plus classique, le terrorisme rationnel. Son objectif est éminemment politique, et la violence n'est que le moyen le plus simple pour forcer le gouvernement à négocier. L'innovation doit donc venir de la mise en scène : cible, moyens, etc. La violence peut être délivrée de façon très brutale, mais doit être à tout prix contrôlée en fin de course.

- Attaque contre un dirigeant : bien que ne répondant pas à la définition stricte du terrorisme (cible arbitraire), ce type d'attaque est trop tentant pour être écarté. On pourra procéder à un « jugement » enregistré et diffusé par des canaux consentants (internet, Al Jazira, etc.), avec éventuellement une exécution filmée. Autrement, une demande de rançon pourra toujours être présentée au gouvernement-cible.

- Attaque contre des civils vulnérables (femmes, enfants, vieillards) : variante légère des attentats classiques, ce type d'attaque permet un meilleur accès aux médias, mais de façon temporaire. En effet, ce genre d'attaque existe déjà, et l'escalade a déjà commencé. Ce genre d'attentat reste néanmoins une valeur sûre, et offre un minimum garanti d'efficacité.

- Attaque contre des personnalités : à mi-chemin entre les deux attaques précédentes, ce type d'attentat assure une audience massive (personnalités aimées) avec un minimum de victimes directes. Le problème majeur réside dans l'approche de ces personnes protégées. Dans la même idée de frapper des cibles appartenant à une élite (quelle qu'elle soit), l'explosion de bombes véhiculées dans des voitures de luxe dans les parkings d'hôtels de luxe, d'ambassades, de sièges d'organisations.

- Attaques contre des cibles symboliques : ces cibles sont symboliques en raison des valeurs qu'elles représentent (World Trade Center, monuments, siège d'organisation internationales ou d'entreprises), de la vulnérabilité qu'elles évoquent (un avion, un train), ou au contraire du sentiment de sanctuaire qu'elles représentent (ambassades, lieux de tourisme). Dans cette voie, d'autres cibles peuvent être identifiées : musées, paquebot, centres énergétiques et d'approvisionnement, centre commerciaux. Les moyens les plus efficaces sont ceux qui emploient des objets communs ou des moyens de transports comme des projectiles (avion, navire, fusée, voitures, sous-marins, motos). L'attentat doit toucher au maximum la population, par sa proximité géographique (centre-ville) ou sa proximité en terme de conséquences (coupure d'électricité, d'eau potable). La cible peut également être un symbole qui paraît invulnérable, ou intouchable : avion/résidence du chef de l'État, prendre possession des arsenaux/centrales nucléaires, dérober des informations classifiées, la valise nucléaire, la liste d'agents secrets, etc. Enfin, la course au gigantisme dans le bâtiment sont un défi aux capacités de démolition des groupes terroristes : l'effondrement des buildings les plus hauts provoquera plus de morts, et plus de frayeur (cible symbolique et vulnérable + l'urbanisme moderne produit toujours plus de gratte-ciels). La même opération répétée au même moment en des lieux différents démultipliera le traumatisme subit (capitales européennes, capitales d'États états-uniens, sièges de l'ONU, etc.)

- Attaque médiatique : le groupe peut tenter de pirater les moyens de communications nationaux : télévisions de préférence, mais aussi la radio, les affiches. Une fois le message passé, il sera utile de relayer l'information sur un site dont l'adresse sera cachée dans le message original, d'une manière ou d'une autre, seulement accessible aux initiés (en suivant le postulat selon lequel l'individu reçoit les messages qui le concernent).

- Cyberattaque : ce type d'attaque peut avoir deux objectifs. Le premier rejoint l'attaque médiatique. Il consiste en la paralysie du réseau ou des sites officiels dans le but d'attirer l'attention de la population et des médias : dénonciation d'une politique, dénonciation d'une faiblesse, parodies, etc. Le second objectif fait de la cyberattaque un simple moyen permettant l'accomplissement d'objectifs plus globaux : destruction d'un système de défense automatisé, diversion, paralysie des communications, piratage des communications, modifications de codes d'accès, perturbation de l'économie, etc.

2.3.2 Terrorisme ambitieux/exotique (type 24Saison2/4)

Ce type de terrorisme est celui des groupes qui veulent que « beaucoup de gens meurent ». Quoique incohérent politiquement (conséquences incontrôlables), ce type de terrorisme répond au fanatisme des groupes les plus vindicatifs ainsi qu'à l'escalade de la violence terroriste (augmenter son UBM) rendue nécessaire par la saturation du public en matière de violence. Se présentent ici les scénarii qui paraissent les plus improbables, de ceux qu'on pourrait retrouver dans un film catastrophe. La réalisation d'une arme atomique artisanale est souvent présentée comme facile pour un groupe déterminé ; mais dans ce cas, les pays soupçonnés de vouloir s'en doter (Iran) l'auraient fait depuis longtemps. La question de l'acquisition d'une arme atomique doit donc être prise avec prudence, mais par sûreté, on pose le postulat que des groupes terroristes sont capables d'en confectionner une.

- Attentat nucléaire majeur : plusieurs études révèlent la capacité et la volonté de certains groupes terroristes (Al Qa'ida) de mettre la main sur des technologies et matériels atomiques, dans le but de fabriquer une bombe de première génération. Selon ces études, les capitaux nécessaires vont de 5M\$ à 10M\$, les quatre cinquièmes de la somme étant destinés à l'acquisition de la matière fissile. Autrement, le groupe peut tenter de voler d'une bombe atomique (ex-URSS). Les cibles seraient *a priori* la proximité du centre d'une mégapole ; on voit mal quelle autre cible pourrait être visée, puisque des explosifs de moindre rayon d'effet sont utilisés pour des cibles plus précises. Les horaires de la détonation : par défaut le matin, aux heures de pointe, afin de toucher un maximum de gens, et de frapper à une heure symbolique (matin plutôt que soir). Inconvénients : le résultat serait apocalyptique, et les représailles gigantesques, si la population-cible ne reste pas paralysée de terreur. L'union mondiale se ferait certainement autour de la victime, et le groupe pourchassé jusqu'à la destruction. De plus, les risques de détection sont majeurs (la bombe mesurerait dans les 3m).

- Attentat nucléaire mineur : l'usage d'une bombe nucléaire, même rustique, s'avère politiquement insensé ; en revanche, un groupe peut très bien produire un dispositif nucléaire d'effet réduit. Avantages attendus : économie de moyens, dispositif plus discret, cibles plus symboliques et précises (il est inutile d'employer une bombe A pour viser une cible comme le WTC), destruction totale assurée, dispersion des retombées radioactives incontrôlables (en particulier dans le cas d'une bombe sale au cobalt). Par exemple, on peut imaginer la vaporisation complète de bâtiments gouvernementaux (Maison Blanche, etc.), sans que la ville entière ne soit touchée. Psychologiquement, une telle destruction sera suffisamment déstabilisante, mais pas assez pour plonger la population dans une torpeur traumatisée. Trois vecteurs sont à envisager : placement manuel dans une camionnette,

voire une voiture de tourisme (moyen discret, mais les cibles sont très difficiles d'accès) ; par un missile (permet le lancement d'une zone protégée, mais risque d'interception et de défaillance du système de guidage) ; par une bombe (discret mais peu précis, et les cibles sont protégées contre les aéronefs non autorisés).

- Attentat nucléaire innovateur : de telles armes sont difficiles à acquérir et à manier, mais peuvent se révéler efficaces. L'idée est d'utiliser des bombes atomiques, en exploitant leurs effets indirects (impulsion électromagnétique, émission de neutrons) tout en réduisant leurs effets thermiques et de souffle. Les bombes à neutrons, à EMP (impulsion électromagnétique) permettent, dans leur domaine spécifique, de provoquer des dégâts déconcertants pour des sociétés : une bombe N peut dévaster des cibles organiques et électroniques en endommageant peu les matériels, avec un rayon d'effet supérieur à une bombe A. Une bombe E pourra causer des dommages irréversibles sur toute installation électrique, en épargnant les populations (absence d'effet connu sur les organismes).

- Attentat explosif innovateur : les engins explosifs sont souvent similaires et peu novateurs : effets de souffle, projection de shrapnels. Le groupe peut employer des bombes ayant des effets plus inattendus : napalm, produits incendiaires, bombes à sous-munitions, etc. De telles armes sont particulièrement traumatisantes : les populations occidentales n'ont pratiquement pas subi leurs effets, mais leurs dommages sont présents dans les esprits, grâce aux photos de guerre. Ces armes sont susceptibles d'estropier tragiquement (mines anti-personnel), ou de calciner jusqu'à l'os (napalm additionné de phosphore blanc) et de brûler même sous l'eau (napalm utilisant un solidifiant hydrophobe). De telles armes sont faciles à fabriquer, fiables, et suffisamment discrètes pour être disposées aux endroits adéquats.

2.3.3 Terrorisme scientifique (type 24Saison3)

Ce type de terrorisme est celui des groupes qui veulent procéder à des frappes chirurgicales, et faire chanter le gouvernement. Les moyens évoqués ici sont les armes biologiques : armes bactériologiques, virales, chimiques. Des spécialistes estiment pourtant que, contrairement à la croyance répandue, ces armes sont bien plus difficiles à créer qu'une arme atomique. De plus, la manipulation de telles armes s'avère particulièrement difficile ; elle dépend des conditions météorologiques, de la sensibilité des métabolismes, de la diffusion atmosphériques, des antidotes produits. Néanmoins, ce genre d'attaque ouvre des possibilités immenses, alors que le monde est habitué aux formes attentats plus classiques : attentats plus précis, plus effrayants, plus imprévisibles, plus dangereux.

- Menace d'attaque : dans cette configuration, le groupe menacer de répandre un produit toxique/mortel/térogène dans des lieux vulnérables et fréquentés (hôtels, réserves d'eau, cours d'eau, etc.). Le pouvoir du groupe est colossal, car les armes biologiques font partie des armes qui véhiculent le plus d'effroi ; aussi sont-elles idéales dans les situations de chantage. Le gouvernement sera tenaillé entre se placer à la merci du groupe en accédant à ses requêtes ou bien de ne pas reculer, au risque d'une catastrophe sanitaire (voire sociale, environnementale, en matière d'ordre social). En outre, il sera placé devant le dilemme suivant : prévenir la population pour procéder à l'évacuation (risque du passage à l'acte des terroristes et des mouvements de panique) ou bien garder le secret (au risque de subir plus de victimes et le mécontentement de l'opinion maintenue ignorante).

- Attaque contre des civils : dans tout autre cas que le chantage, les armes biologiques sont réellement efficaces, à condition que leurs effets soient correctement dirigés. L'exposition dans des lieux confinés apparaît comme une option intéressante : dans un moyen de transport (avion, navire, métro, etc.), puisque les dégâts seront filmés par les victimes (par

des téléphones portables), dans tout leur irrémédiable déroulement. Il est donc important de produire des agents qui produisent des dégâts lents, visibles et atroces, afin que l'agonie soit diffusée largement et suffisamment longtemps.

- Attaque contre des installations d'approvisionnement : dans ce cas, l'intérêt réside moins dans l'enregistrement des dégâts en direct, que dans la multitude des victimes. Un agent en double administration (agent+réactif) provoquera un traumatisme psychologique plus grand encore, à la condition que l'administration de la deuxième partie du poison ne puisse être déjouée. On peut par exemple imaginer un agent, dilué dans les réserves d'eau potable, qui ne déclenche ses effets qu'au contact d'un produit de grande consommation (aliment, produit cosmétique, gaz domestique, etc.). À une échelle plus réduite, le groupe peut diffuser des allergènes/irritants afin de produire des effets gênants mais non mortels, ou bien de rendre une population massivement allergique.

- Attaque contre l'environnement : les défoliants et certaines armes conventionnelles (napalm, radiations) sont susceptibles de provoquer des dégâts imprévus, durables/irréversibles, et traumatisants. En effet, l'environnement apparaît comme un bien vulnérable, et la multiplication de zones souillées augmente la valeur des zones préservées. La nature touche à la spiritualité même de la population, et certaines zones abritent des richesses uniques (vue, biodiversité, arbres séculaires, geysers, etc.), ce qui renforce leur statut de « sanctuaire ». La destruction de tels endroits (voire des installations touristiques adjacentes) est de nature à porter un coup au plus profond des psychologies, et à terroriser la population-cible.

2.3.4 Terrorisme local amélioré (type ETA/FLNC)

Il est facile d'accès, adapté à l'échelle locale, suffisamment discret pour être exécuté par des personnes ayant une profession officielle. Historiquement, ce type de stratégie de terreur est exécuté par des techniques aisées à reproduire, et emploie des matériels simples (surplus d'armée).

- Attaque contre les représentants de l'État : les bâtiments représentant l'autorité et leurs personnels ont toujours été une cible de choix. L'assassinat doit être évité à tout prix, car dans ce type de stratégie, l'opinion publique, au moins locale, doit adhérer au projet. Les actions à mener doivent plus relever de la manifestation de force que de la manifestation de violence : attaque à des jours précis (fête nationale, dernier jour du paiement des impôts, inauguration d'une réalisation quelconque, etc.), avertissement des autorités ou des médias avant l'heure, actions humoristiques et non blessantes, sabotage léger de projets rejetés par la population. Associée à une communication subtile (gagner la sympathie par des actions peu intrusives) et à une victimisation lors des procès (susciter la compassion), le groupe maximise ses chances de devenir un interlocuteur respecté.

- Attaque contre les « étrangers et promoteurs » : ce type de terrorisme local défend souvent des particularismes locaux (sincèrement ou non), et ses adeptes refusent en général une certaine marchandisation de atouts de la région, ou du moins tentent de maintenir ces activités dans le giron des potentats historiques. Dans ce cas, il ne s'agit pas de terrorisme à proprement parler, puisque les cibles sont choisies avec soin : « étrangers » bâtissant une résidence sans l'accord du parrain local, ou refusant l'« impôt révolutionnaire » ; promoteur voulant bâtir des sites touristiques au risque de défigurer le paysage, etc. Le plastiquage, déguisé ou non, reste un moyen efficace, et usité régulièrement. La complicité/complaisance des forces de police semble indispensable afin de mener ce type d'actions. La violence sera ici mieux acceptée par la population, si tant est qu'elle ne devient pas meurtrière.

2.3.5 Terrorisme de guérilla (type FTP)

La stratégie de guérilla n'est théoriquement pas, comme le terrorisme local, une stratégie de terreur dans la définition stricte du terme, puisque les cibles ne sont pas choisies arbitrairement : militaires du gouvernement, civils pro-gouvernement. Ici encore, l'adhésion populaire est la clé du succès, puisque la solution est politique et non militaire.

- Guérilla classique : les stratégies de guérilla ont souvent rencontrés des échecs (comme la théorie du *foco* par Che Guevara). Le but du gouvernement ennemi ne sera pas de vaincre, mais de ne pas perdre ; l'usure des troupes gouvernementales par le harcèlement et le sabotage créera un « borbier » duquel le gouvernement ne se sortira que par la négociation. Parallèlement, le groupe terroriste devra multiplier les actions constructives à l'égard de la population (services de soin, d'alimentation, d'éducation), dans le but d'asseoir sa légitimité et d'augmenter son intégration (e.g. : Hezbollah au Liban, Zapatistes au Mexique, etc.). Les points de coordination des troupes régulières seront la cible de choix d'attentats, généralement à l'explosif.

- Guérilla renouvelée : la provocation du pouvoir est sensée aboutir à une répression violente de la subversion, et donc à une sympathie de la population envers le groupe qui ose défier le pouvoir. Toutefois, l'exemple de l'Argentine et de l'Uruguay (début des années 1970) a montré que la population s'est montrée hostile à la guérilla, considérée comme la source du durcissement du régime. Le groupe devra donc manœuvrer subtilement afin de minimiser ce risque. Pour ce faire, il pourra : multiplier les actions de communication, protéger efficacement (du moins sincèrement) la population civile sympathisante, sanctuariser la zone abritant cette population (e.g. : montagnes inaccessible par la route), venger les actes les plus atroces, soutenir financièrement cette population, mener des actions de libération de prisonniers, frapper les centres névralgiques afin de minimiser la riposte (communications, ponts, chemins de fer, média, etc.).

2.3.6 Terrorisme millénariste (type AUM)

Ce genre de groupe terroriste fait partie des plus dangereux : AUM Vérité Suprême, en dépit d'une création récente (1984), a réussi à s'implanter sérieusement au Japon (10 000 membres) et en Russie (20 000), à attirer des cadres issus d'académies militaires prestigieuses, à rassembler des capitaux colossaux (1,2G\$), et à mettre la main sur des technologies de haut niveau (ADM chimiques et biologiques) et tente d'acquérir des ADM nucléaires. Ce genre de groupe est capable et n'a pas peur de détruire/blesser le territoire/population qu'il veut « libérer ». Ce terrorisme religieux reste minoritaire, puisque les groupes de cette envergure sont peu nombreux, le terrorisme islamiste ne cherchant pas la destruction de la chrétienté ou la purification de l'humanité.

- Attentat nucléaire artisanal: en attendant de maîtriser les techniques nucléaires nécessaires à la fabrication d'une bombe, le groupe peut procéder à des attaques provoquant des radiations: explosifs de grande puissance additionnés de matières fissiles (bombes sales), attaque contre une centrale nucléaire (complicité interne nécessaire), diffuser des matières radioactives dans des endroits confinés (rembourrage des moyens de transports) ou des produits susceptibles d'être ingérés/absorbés (produits cosmétiques, champs, réserves d'eau, zones de pêche, zones d'élevage, etc.). L'inconvénient d'une diffusion de matières radioactives par un autre vecteur qu'un explosif est qu'elle est moins efficace et moins spectaculaire (la radioactivité diminue avec les temps, et des tests sont

toujours susceptibles de repérer la contamination) ; en revanche, cette méthode est discrète et représente une menace invisible et imprévisible.

- Attentat utilisant les forces naturelles : afin de causer un maximum de dommages, le groupe jugera intéressant de libérer des forces naturelles sensées s'abattre sans discrimination sur des populations civiles. Ainsi, on imagine provoquer une explosion afin de : provoquer une avalanche, briser la glace d'un lac/fleuve gelé habituellement fréquentée, éventrer un tunnel passant sous l'eau (métro, Eurotunnel, etc.), ébouler un tunnel de montagne, faire sauter un pont, détruire des digues/polders, faire effondrer des plateformes maritimes, provoquer un raz-de-marée par une explosion atomique.

- Attentat réalisés à partir d'engins volés : le vol de véhicules lanceurs d'engins présente un double avantage : s'approprier une technologie de pointe souvent impossibles à reproduire ; avancer jusqu'au cœur des lignes ennemies par dissimulation pour libérer une puissance de feu maximale avant toute riposte. Les véhicules volés peuvent être : des sous-marins, des navires de guerre, chars, engins lance-missiles, DCA, systèmes anti-missiles, chasseurs-bombardiers, etc. L'attaque sera optimalement réalisée lors des défilés militaires tels ceux des fêtes nationales, l'engin délivrant son feu sur la tribune présidentielle ou les civils rassemblés.

2.3.7 Pertinence de la nomenclature des stratégies de terreur

Cette classification des groupes terroristes en fonction de leurs objectifs est certes arbitraire. Les groupes terroristes savent que le succès tient dans la surprise qu'ils sauront créer. Ainsi, ces catégories sont poreuses, et rien n'empêche un groupe de naviguer entre ces catégories. Cependant, le classement par objectif se révèle le critère le plus pertinent, et permet de fixer des repères. Il convient de garder les faits suivants à l'esprit :

- la prudence doit présider à la politique de lutte anti-terroriste. Le renseignement et la prévision sont les maîtres mots de cette lutte.

- la sous-estimation des capacités et de l'imagination des groupes terroristes est le premier pas vers la défaite.

- la perspective des scénarii les plus dévastateurs ne doit pas faire oublier que la majorité des attentats ont été réalisés avec des moyens rudimentaires, mais avec méthode et détermination.

- la lutte anti-terroriste est avant tout idéologique, et les arguments d'autorité ne seront pas suffisants pour gagner cette bataille.

- les opérations terroristes vont probablement se complexifier lourdement, et ceci pour trois raisons : minimiser le risque d'échec (si une partie du plan échoue, les autres opérations peuvent rattraper la mise en scène), minimiser les risques de découverte (les autorités peuvent être menées sur des fausses pistes par des diversions), maximiser la théâtralisation (créer une sorte de réaction en chaîne d'attentats qui semble inarrêtable).

- les groupes actuels s'organisent en réseau de cellules autonomes, appartenant à la même nébuleuse, sorte de franchise commerciale (Al Qa'ida). Les forces de contre-terrorisme devront exploiter cet éclatement et profiter d'une coordination amoindrie: exciter l'animosité entre les groupes, acculer si possible les groupes dans des régions à la géographie tourmentée afin de briser les liens entre les cellules, et entre centre et périphérie de l'organisation.

2.4 Mise en œuvre – création de l'élément de surprise

2.4.1 Analyse des systèmes de contre-terrorisme ennemis

L'espionnage et le renseignement serviront à connaître les forces et faiblesses ennemies, d'infiltrer des états-majors, des services de sécurité, et d'obtenir des informations classifiées. Cette étape est absolument indispensable avant toute action, même de petite ampleur, car :

- le renseignement permet de repérer les « yeux et oreilles » de la cible, et ainsi d'éviter les pièges des forces de police : filatures, infiltrations, gel des comptes en banque, accumulation de preuves compromettantes, situations de flagrant délit.
- l'espionnage permet de procéder à des attaques plus précises, de voler des matériels/informations sur les dispositifs adverses, d'accéder à des zones interdites au public.

2.4.2 À l'étape 1 (élaboration): dissimulation et infiltration

La faiblesse principale de tout système humain est l'endormissement de la vigilance, la prise de confiance. Une opération réussie tient donc dans la discrétion au moment de l'intégration des éléments hostiles dans la cible. Les membres du groupe devront donc avoir l'air d'être des citoyens modèles et au-dessus de tout soupçon. Plus que le camouflage des activités illicites, les agents devront avoir l'air de ne rien cacher. À ce stade, infiltration et dissimulation se rejoignent, puisque rien n'inspire plus confiance qu'une personne qui a accès à des postes de responsabilités (en entreprise, dans l'administration ou l'armée).

Par la suite, l'infiltration devra permettre, dans un sens, de rassembler des informations, et dans l'autre, d'apporter au cœur de la cible les éléments nécessaires à l'opération (explosifs, toxines, produits radioactifs, capteurs, détonateurs, etc.). Sans infiltration, qui devient indispensable avec le degré élevé de sécurité des sociétés actuelles, le groupe est condamné à mener des attentats de nature désuète, peu audibles sur la scène internationale et démontrant un faible professionnalisme, condamnant le groupe à rester une organisation terroriste sans envergure ni compétence politique (bombe dans la rue, voiture piégée, mitraillage de façade, kamikaze isolé, etc.)

2.4.3 À l'étape 2 (mise en place) : *social engineering* comme moyen d'action

Lorsque le groupe avance dans son plan, il devra obtenir des informations ou manipuler des personnes, sans que ces procédures n'aient été prévues dans le plan initial. Il est alors trop tard pour tenter une manœuvre d'infiltration, longue et incertaine. Le *social engineering* répond à cette attente, car il consiste en l'obtention d'information/de promesses d'action, souvent à l'échelle individuelle. Cette technique permettra de pénétrer subrepticement et apparemment légalement dans des systèmes, généralement informatiques. Le groupe devra alors faire appel à des personnes compétentes dans les domaines suivants : persuasion, improvisation, communication, connaissances techniques étendues, polyvalence, sang-froid, culot, vivacité, etc.

Exemple à petite échelle: le groupe veut connaître la liste des employés d'une entreprise. Le *social engineer* contacte le DRH en se faisant passer pour un technicien informatique, et lui

affirme que le service informatique lui demande de couper sa ligne pour vérifier le réseau. Il appelle ensuite le service informatique, se faisant passer pour un assistant du DRH, en lui signalant une panne. Le service constate la panne, et le *social engineer* lui demande l'adresse IP de l'ordinateur dont la connexion est à « réparer ». Une fois le code obtenu, il demande le code réseau au DRH, afin de procéder à la vérification. Ensuite, le *social engineer* explique au DRH que la vérification est terminée, et au service technique que la connexion est réparée. Ces deux informations obtenues, il peut accéder, de l'extérieur et sans être détecté, dans l'ordinateur du DRH.

2.4.4 À l'étape 3 (exécution) : sacrifice et diversion

Les sociétés actuelles sont hautement sécurisées, en particulier les États-Unis, premières victimes du terrorisme en terme de victimes cumulées et de victimes en une fois (avant le 11-Septembre, l'attentat d'Oklahoma City était l'attentat le plus meurtrier de l'Histoire, pour une moyenne de 300 morts par an dans le monde).

Le groupe sera donc dans l'obligation de prévoir que ses plans seront éventés à un moment ou à un autre. Postuler cette faiblesse n'est pas le signe d'un plan mal conçu, mais oblige à créer des opérations qui résisteront à toute tentative d'enraiment. Parmi ces contre-mesures, le groupe pourra créer des opérations-leurres, qui seront adaptées de manière à : 1- constituer un des engrenage d'une opération plus générale. 2- être plus faciles à repérer que les engrenages essentiels de l'opération générale. 3- ne pas permettre aux autorités de remonter le réseau en cas de découverte. 4- être exécutées par des agents sacrificiables de l'organisation.

Exemple : aux États-Unis, le groupe pourra faire exploser simultanément les fondations de plusieurs *buildings* d'une ville, tandis que le vrai but est d'attaquer le moyen de transport du Président, réfugié dans Air Force One après les explosions.

2.4.5 À l'étape 4 (action suivante) : cible et mode opératoire différents

Une fois l'opération menée à bien, le groupe sera la cible, non seulement de la police, mais aussi d'experts de la police scientifique, qui décortiqueront l'attaque : mode opératoire, documents, prisonniers, profilage psychologique, filage de réseaux, etc.

Le groupe sera donc amené à ne jamais relâcher sa vigilance, et les mesures d'effacement de ses traces. Tout document autre qu'idéologique sera détruit, les agents capturés susceptibles de compromettre l'intégrité du groupe seront éliminés, les locaux seront déplacés, les surplus de matériels détruits, etc. Le moindre indice est à même de donner des informations capitales aux autorités.

En ce qui concerne l'attaque suivante, le groupe prendra soin de diversifier ses sources (financement, *Mercenaires*, etc.), afin qu'aucune généralisation ne puisse être fondée : sans généralisation, pas d'anticipation, elle la police demeure impuissante à prévenir le mouvement suivant, autrement que par le hasard ou la trahison.

3 Méthodologie d'une contre-stratégie de terreur (comment contrecarrer le terrorisme)

3.1 Contre-stratégie de terreur – concepts

L'équilibre de la terreur n'est pas une doctrine à même d'assurer la sécurité d'un État face aux menaces terroristes. La supériorité conventionnelle de l'Occident est de plus perçue comme de l'arrogance, personnification de sa supériorité économique. La sécurité ne doit donc plus être pensée en termes capacitaires, mais en termes d'adaptabilité, de polyvalence, de capacité à rassembler et analyser l'information.

3.1.1 Approche « réaliste »

3.1.1.1 Contenu

Il s'agira dans un premier temps de contrôler strictement les informations diffusées, au nom de l'état d'urgence. Les rapports officiels seraient adoucis, voire masqueraient les informations sensibles. De la sorte, la population est maintenue dans l'ignorance de la menace, ce qui mécaniquement est sensé éviter les mouvements de panique. La stratégie réaliste peut apporter des solutions rapides, mais radicales. Dans les cas de prise d'otages, il peut-être intéressant de ne pas négocier : en sacrifiant les quelques premiers otages, on évite de futures prise d'otages, et on enrayer le phénomène si cette politique est générale. De même, les interrogatoires par des moyens de pression (psychologique, pour plus d'efficacité et une pratique moins barbare) dans des cas précis (imminence de l'attaque + suspect détenant des informations clés) sont justifiables si l'on met en balance les coûts : un cas de torture contre la mort d'un certain nombre de civils. La publicité de telles pratiques est politiquement très risquée, ce qui doit pousser le gouvernement à cacher ces pratiques.

3.1.1.2 Justifications théoriques

Inspirée des théories de Machiavel, la stratégie réaliste consistera à tenir la population éloignée des enjeux de l'attaque ; cette stratégie se fonde sur le postulat que les mouvements globaux de panique sont à éviter à tout prix, qu'il faut laisser la gestion de la crise par des professionnels, et cela dans l'intérêt général.

Deuxièmement, l'approche réaliste se révèle séduisante : simple, claire, elle se présente comme pragmatique, et porteuse d'une efficace objectivité.

Enfin, les méthodes réalistes sont souvent légitimées par les contraintes des missions « de terrain », par opposition avec la déconnexion de la réalité dont souffriraient les dirigeants politiques. La lourdeur et la lenteur des procédures liées au respect des libertés individuelles sont effectivement exploitées (notamment) par les groupes terroristes pour échapper aux poursuites. Des méthodes expéditives apparaissent ainsi souvent comme nécessaires sans être injustes (e.g. : arrestation d'un *leader* manifestement coupable devant malgré tout être traité comme innocent).

3.1.1.3 Limites

L'application de méthodes réalistes (torture, sacrifice d'otages, laisser un attentat se réaliser afin de riposter légitimement, etc.) est généralement très mal vue par l'opinion. Il est logique de considérer qu'un gouvernement appliquant une politique contraire aux valeurs morales de la société est illégitime.

Deuxièmement, la pratique montre que les caractéristiques d'efficacité de l'approche réaliste sont contestables. Ainsi, si la torture peut être justifiée dans des cas précis (attentat imminent + *leader* capturé), la réalité montre qu'elle est bien plus souvent utilisée comme un moyen de vengeance par l'humiliation et la douleur. L'exercice de telles pratiques constitue un terreau fertile aux représailles, assimilées à de la légitime défense.

Enfin, l'approche réaliste représente un poids dans la bataille des idées. Elle peut être assimilée aux justifications invoquées par les groupes terroristes : « Combattre le mal par le mal ». Employer la même rhétorique que l'ennemi revient à affaiblir la force de son message, par une caution implicite de son message. Venant d'un régime démocratique, ces méthodes s'apparentent au reniement de ses valeurs fondamentales.

3.1.2 Approche « vérité »

3.1.2.1 Contenu

Premier temps de la réponse, les premiers relais de l'information doivent comprendre l'objectif de l'attaque : les media doivent conserver un comportement mesuré, ne pas dramatiser la situation, ne pas montrer des images de foules paniquées ou en pleurs. Puisque les media sont libres, et se concurrencent avec des images-choc, il serait utile de prévoir une charte de bonne conduite à tenir en cas d'attentat. Les secours doivent se limiter à des rapports neutres, en ne donnant que des informations utiles et sûres. S'agissant des hommes politiques, l'attitude doit être la même ; on peut même envisager une version édulcorée des faits afin de contenir des vagues de peur dans les cas les plus extrêmes. En effet, céder à la panique correspond à perdre le contrôle de la situation, et à s'avouer vaincu par l'attentat. Il faut toutefois comprendre que mentir afin de préserver le calme peut s'avérer au moins aussi dangereux : la vérité finira toujours par être découverte (atténuation de la vérité, dissimulation de pratiques inhumaines, etc.), et relayée par des moyens de communication non officiels. La confiance en le gouvernement sera alors ruinée, et celui-ci risque d'être confronté à des actions de révolte, de sape, de subversion, en réaction à une attitude jugée comme indignes d'une démocratie. De plus, on peut ajouter que si la démocratie est réduite à employer des pratiques aussi cruelles que celles utilisées par des groupes recourant au terrorisme, sa légitimité morale en est fortement diminuée.

Apparaît alors le deuxième temps : l'attitude des citoyens-télespectateurs. Si l'on peut comprendre que la stupeur et la colère prennent l'ascendant dans les esprits sur le coup de l'attaque, chacun devra comprendre quelle est l'attitude la plus propice au règlement de la crise. En ce sens, les réactions responsables peuvent être stimulées par une attitude honnête de la part des dirigeants. Cette stratégie s'associe intuitivement au respect des droits de l'Homme, ce qui exclut la torture, la non négociation des otages, le respect total de la vie privée et de la non-discrimination (à l'inverse du *Patriot Act*), les assassinats ciblés (e.g. : Israël).

3.1.2.2 Justifications théoriques

La critique de l'approche réaliste se fonde sur une conception différente de la population civile : cette approche la considère comme une masse passive incapable de comportements responsables. Dans l'approche vérité, les conséquences d'un mensonge officiel sont potentiellement pires que celles d'une vérité expliquée de façon responsable : on observerait des mouvements de panique associés à des mouvements de rébellion contre des autorités perçues comme non fiables et dissimulatrices.

En second lieu, cette approche est en cohérence logique avec les valeurs de la démocratie (droits de l'Homme), et ce type de régime peut difficilement s'en dédire sans provoquer de l'indignation parmi la population, et la contestation du Judiciaire devant les violations des droits individuels

Enfin, l'approche vérité permet de minimiser le risque d'erreurs et de dommages collatéraux. De fait, toute erreur (emprisonnement arbitraire, assassinats de civils par erreur, etc.) sera vu comme une provocation de la part d'un régime qui se sert de la « guerre contre le terrorisme » pour imposer son hégémonie.

3.1.2.3 Limites

Les avantages de l'approche vérité relèvent plus de la force morale et de la légitimité du régime attaqué. Ainsi, une démocratie luttant contre des groupes terroristes sans renier ses valeurs est en position de force dans la bataille des idées. Les groupes terroristes ne peuvent plus jouer sur le cercle vicieux « provocation-répression-victimisation », et sont en passe de tomber dans le terrorisme dégénéré, ce qui signifie leur mort politique.

Pourtant, cette approche se montre particulièrement gênante au cours même de la lutte anti-terroriste. Gagner avec cette approche revient à conquérir une victoire incontestée, mais beaucoup plus difficile à obtenir. Ce choix cornélien, inévitable, se situe pourtant au cœur de la contre-stratégie de terreur. Non seulement cette approche procure des armes lentes et complexes contre les groupes terroristes, mais elle postule une réaction responsable et commune de la population.

3.2 Contre-stratégie de terreur – questions techniques

Une fois fixée la doctrine à mettre en œuvre, il faut déterminer les moyens techniques des contre-stratégies de terreur. Les actions militaires se révèlent très peu efficaces : les cellules sont organisées en des réseaux adaptifs, peu sensibles à la décapitation des têtes pensantes, habiles dans la dissimulation ; elles reposent sur des moyens limités, ce qui permet la multiplication des implantations. Le meilleur usage de la force semble reposer dans le recours à des actions de police. Le renseignement reste l'arme la plus efficace contre de telles cellules, associé à des unités d'intervention d'élite (type RAID). On parlera ici de « contre-terrorisme/contre-terroriste », afin de désigner le phénomène globalement, puisque les termes d'« anti-terrorisme/anti-terroriste » sont déjà utilisés pour désigner des stratégies/cellules précises et existantes.

3.2.1 Renforcement de la prévention

3.2.1.1 Collecte d'information

L'information représente l'arme la plus puissante et efficace contre les groupes utilisant le terrorisme. La maîtrise française en la matière (attentats d'activistes iraniens dans les années 1980 et attentats des activistes algériens dans les années 1990) lui a permis de déjouer 60 attentats en cinq ans (2001-2006), avec un pic en 2004³. L'Assemblée nationale et la Tour Eiffel faisaient l'objet de projets d'attentats.

Les services de contre-espionnage occidentaux ont compris le rôle-clé de la coopération en la matière, ce qui les a poussé à entamer un processus de partage des

³ SFEIR, Antoine, BELLAY, Jérôme, *Al-Qaïda...*

informations : l'Alliance Base, située à l'École Militaire, est une « multinationale » du renseignement, financée par la CIA. Elle regroupe les services de renseignements occidentaux, de pays du Moyen-Orient touchés par le terrorisme (Arabie Saoudite, Égypte, Jordanie, Maroc), et même de pays suspectés de liens avec des groupes terroristes, mais à l'occasion cherchant à sortir de leur isolement (Pakistan, Syrie). La collaboration internationale a permis par exemple d'arrêter des ressortissants français à Montréal et Chicago, et de remonter des filières de financement.

L'enraiment d'un attentat avant sa conclusion apporte un quadruple avantage : 1- le réseau peut être remonté ; 2- pas de victimes ; 3- la population accroît sa confiance en le gouvernement ; 4- le gouvernement n'a pas à définir une réponse (politique ou militaire) à la tentative de subversion. À cet égard, la prévention doit devenir l'objet principal des défenses occidentales, la tête de pont de la sécurité de ces pays. On observe déjà ce phénomène de recentrement des défenses nationales autour de cet objectif (surtout dans les pays anglo-saxons), avec un sous traitement croissant des missions militaires auprès des Sociétés militaires privées (SMP)⁴.

3.2.1.2 Exercices d'alertes et tests

Une bonne préparation, une exécution soignée, une fiabilité accrue : autant de compétences qui ne s'acquièrent que par la répétition et l'entraînement. Les cellules contre-terroristes devront donc être régulièrement éprouvées, dans des cas différents à chaque fois. On peut imaginer un roulement entre une équipe qui s'entraîne et l'autre qui surveille, dans l'hypothèse d'une attaque qui se produirait au moment d'un exercice. Une cellule terroriste serait constituée, formée d'agents sous couverture, inconnus de leurs collègues contre-terroriste, afin d'accroître le réalisme et la difficulté du scénario.

3.2.1.3 Rôle dans les conflits de résonance mondiale (Moyen-Orient)

Le discours du groupe terroriste croît toujours sur des éléments de vérité, comme Hannah Arendt l'a montré pour le préjugé ; or, les populations des démocraties sont éduquées, et prennent peu à peu le réflexe de diversifier leur sources d'information, ou du moins prend le temps de remettre en cause le discours officiel. En outre, les populations que le groupe prétend représenter auront tendance à ressentir une affinité avec son discours (la divergence apparaissant dans les modalités d'action), puisque ce sera le premier discours d'audience mondiale, à parler « pour les opprimés », contre des discours officiels fatalistes ou hostiles, ou ressentis comme tels. **Ainsi, jeter le discrédit sur le discours d'un groupe terroriste ne prouve rien, si ce n'est un manque de prudence.**

L'impact des conflits au Moyen-Orient dans les vocations des acteurs terroristes agissant au Moyen-Orient ou en Occident est manifeste. L'Occident perd la bataille de l'idéologie en ne se débarrassant pas de l'image d'acteur impuissant (UE) ou hostile (ÉU), notamment à propos de la question du conflit israélo-palestinien. Il ne s'agit pas pour l'Occident de renier des positions stratégiques ou idéologiques (e.g. : soutien états-unien à Israël), mais d'adopter une attitude plus neutre vis-à-vis d'un conflit qui doit leur rester étranger, tout en agissant réellement et sincèrement pour sa résolution, qui sera nécessairement politique, c'est-à-dire négociée en dehors des passions de part et d'autre.

⁴ Sabrina Gaber, *Privatisation de la violence...*

3.2.1.4 Propositions du Livre blanc en matière de prévention

Le dispositif français de lutte antiterroriste prévoit sept types d'attaques : attentat à l'explosif, attentats multiples simultanés, attentats diversifiés frontaliers, attentat radiologique, attentat chimique, attentat biologique, détournement d'une arme nucléaire. En matière de prévention, outre les éléments évoqués ci-dessus, le Livre propose :

- de continuer à adapter le Code pénal et les procédures d'incarcération : les dispositions du Code ont jusqu'ici donné satisfaction (juges spécialisés, procédures plus souples, synergie entre magistrats et services de renseignement), mais la prison est devenue un lieu de prosélytisme radical.
- de neutraliser les flux de personnes, capitaux, idées liées à des groupes terroristes : l'idée générale est de créer/reprendre des infractions afin de les inclure dans le champ d'application du Code pénal.
- d'assurer en permanence l'intégrité du territoire : les armées protègent les Français, par le renseignement et par des opérations à l'étranger. La coopération internationale, au minimum européenne, est ici nécessaire.
- de consolider les plans « PIRATE » : maximiser la surveillance des transports en commun, notamment grâce à la vidéosurveillance de dernière génération (détection de colis et comportements suspects).

3.2.2 Renforcement de la répression

3.2.2.1 Création de cellules d'élite

Un pays doit se doter de cellules d'élite, cloisonnées, constituées d'éléments hautement qualifiés. L'unification des agences d'intervention peut représenter un intérêt, afin d'éviter malentendus ou quiproquos, bien que cette mesure soit pratiquement très difficile à mettre en œuvre. En effet, dans chaque pays, ce sont des services existants qui ont hérités chacun d'une tâche différente dans la lutte contre-terroriste (armée, groupement d'élite de la gendarmerie, renseignement civil et militaire, etc.). Cet état de fait empêche également toute centralisation excessive, de nature à gripper une machine qui se doit d'être opérationnelle constamment.

En matière de secret, le cloisonnement peut s'avérer dangereux : des agents peuvent être recrutés/débauchés pour faire partie d'une division secrète d'une agence d'espionnage (CIA, SVR, etc.), alors qu'ils seraient employés par un groupe terroriste qui tenterait ainsi de s'infiltrer. Contre ce risque, on peut exiger que chaque agent de ces cellules d'élite soit suivi par un haut responsable de l'agence mère, ces agents étant suffisamment peu nombreux et de grande qualité pour mériter une telle attention.

3.2.2.2 Unification des agences de renseignement

La collaboration internationale entre les agences de renseignement est en progrès. Aussi paraît-il oiseux de se poser la question de la coopération des agences de renseignements à l'intérieur d'un même pays. Pourtant, des querelles de compétences, d'autorité et de prestige minent sans cesse le travail de ces agences, et sont sources d'une perte sèche pour l'État, les citoyens, et la sécurité intérieure. En France, les différents organes de la lutte contre-terroriste travaillent généralement en bonne intelligence : les

services intérieurs (DST) et extérieurs (DGSE), la police et les militaires chargés de la protection du territoire, jusqu'au pouvoir judiciaire, avec des juges spécialisés qui mettent tout en œuvre pour que les auteurs soient punis et les réseaux démantelés. Ainsi, le juge Bruguière a neutralisé un réseau de Pakistanais dans le XIXe arrondissement, mais aussi une organisation tchétchène, sensée être la branche française d'Al Qa'ida.

Cependant, les des conflits persistent entre la DST et les RG, toujours menacés d'être refondus dans les services extérieurs. Aussi utilisent-ils parfois leurs liens avec la presse pour montrer leur efficacité, au risque de provoquer une mésentente avec les autres agences. De plus, les cellules contre-terroristes sont nombreuses : en plus des services intérieurs et des RG, la France possède une Direction nationale anti-terroriste (DNAT) et une Unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT) rattachée au ministère de l'Intérieur (et dirigée par l'ancien directeur de la DST), cependant que la DGSE dépend de la Défense. Les États-Unis connaissent également ce genre de conflits, nuisibles à tous.

3.2.2.3 Détermination des méthodes acceptables

Rapidement, le gouvernement sera dans la position de déterminer quelle doivent être les limites déontologiques à leur action, sans même parler du respect de la loi. Deux approches ont été définies, mais la réalité de la gestion d'une telle administration passe par des décisions au cas par cas, souvent exceptionnelles, mais susceptibles de constituer un précédent. Les avantages et inconvénients des deux grands types de politiques à suivre ayant été définis plus haut, le responsable de l'agence de contre-terrorisme devra suivre celle qu'il estime la plus judicieuse, en accord toutefois avec le gouvernement, décideur en dernier ressort. Il est quasiment impossible de prescrire une marche à suivre, à moins d'appliquer une des deux politiques de façon rigide : cette rigidité est inadaptée au travail de contre-terrorisme, qui en appelle à l'intelligence de situation, et à la morale personnelle plus qu'à des principes inébranlables et inapplicables.

3.2.2.4 Propositions du Livre blanc en matière de répression

Le Livre n'offre pas de propositions originales, mais préconise le renforcement des moyens actuels :

- communication: le discours officiel doit être prudent, car les propos tenus en temps de crise ou juste après sont mémorisés pour longtemps par la population. La communication publique doit travailler en réseau plus qu'en pyramide.
- poursuites : la coopération policière doit jouer à plein afin de poursuivre des réseaux de plus en plus internationalisés. Le mandat d'arrêt européen représente en ce sens une avancée décisive (mise en place d'une procédure d'extradition exclusivement judiciaire et impossibilité du refus d'extradition entre nationaux des États membres).
- sanctions : le Code pénal aggrave toutes les peines pour les infractions commises dans un but terroriste ; la France menace également de riposter militaires tout État ayant soutenu une entreprise terroriste contre les intérêts nationaux.

3.2.3 Gagner la « bataille du quotidien »

3.2.3.1 Briser la spirale de l'adhésion populaire aux discours extrémistes

L'État et les vecteurs d'opinion (média, personnalités) sont au cœur de cette bataille idéologique. Le voile d'ignorance de la population en matière d'information s'étant déchiré (moyens d'informations alternatifs), les autorités en peuvent se limiter à un discours réducteur du type « terrorisme = méchant » sans autre forme d'explication. Ce genre de discours est non seulement inefficace, mais contre-productif ; l'échec de cette rhétorique est attestée par la montée des discours extrémistes qui se revendiquent comme étant indépendants de toute « bien-pensance ».

L'État perdra la bataille de l'idéologie s'il ne comprend pas la logique de la rhétorique employée par les groupes terroristes ; donc s'il considère que ce discours est l'œuvre incohérente de « fous », de « fanatiques », et qu'il lui suffit de diaboliser ce discours pour qu'il disparaisse. Il doit occuper le terrain de la bataille idéologique, faute de quoi ce terrain sera occupé par des forces de sédition.

Le discours terroriste en général ne fait que gagner en audience face aux discours agressifs sensés le discréditer. La rhétorique de victimisation ressort renforcée des attaques directes qu'elle subit. La première étape du discours contre-terroriste sera de déconstruire les représentations mentales sur lesquelles s'appuie le discours terroriste. Il est tentant pour un gouvernement de retourner la rhétorique terroriste en un slogan du type « Il faut terroriser les terroristes ». **Or, ce discours, souvent utilisé pour contrer la critique de faiblesse adressée par le discours terroriste, ne fait que mettre en lumière la faiblesse d'un gouvernement aux abois, réduit à proférer des paroles incantatoires au lieu d'agir.** Le discours contre-terroriste devra être ferme, mais juste, et surtout toujours se souvenir de l'impact potentiel des critiques contenues dans le discours terroriste.

3.2.3.2 Renforcer la cohésion sociale

Or, les sociétés post-modernes sont, actuellement, moins des sociétés manipulées par l'image (interprétation qui sous-estime et méprise le peuple) que des sociétés du symbole. On a dit que le discours des groupes terroristes s'appuyait sur certains faits véridiques, ensuite réinterprétés de façon avantageuse, au service d'une idéologie préconçue ; ce discours prête donc particulièrement le flanc aux critiques de ses hypothèses. Empiriquement, le discours terroriste joue sur la victimisation d'une minorité qu'il prétend représenter et protéger contre des oppressions de toutes sortes.

Deuxième étape du discours contre-terroriste, ne pas laisser la situation pourrir. Si la communication gouvernementale est essentielle, sa concrétisation par des décisions rapides sera le meilleur moyen d'enrayer la diffusion des arguments du discours terroriste. Le discours contre-terroriste (et l'action gouvernementale associée) s'attachera par conséquent à minimiser la réalité de ces « oppressions », et ensuite à exploiter la faille logique ainsi créée. **Le discours officiel devra toujours suivre une ligne de conduite responsable, pondérée, digne d'un chef politique, et non d'un chef de guerre, et ne pas céder à la facilité de la confrontation directe, perdue d'avance :** déconstruction argumentée du discours, action gouvernementale efficace lorsque le discours terroriste pointe de réelles lacunes, attitude irréprochable et ouverte auprès des populations susceptibles d'adhérer au discours terroriste.

3.2.3.3 Propositions du Livre blanc en matière de stratégie générale et de fond

Le Livre discerne trois types de stratégies à long terme :

- détection précoce : les agents des services publics non spécialisés sont invités à rester vigilants à toute information suspecte. La formation des agents aux enjeux du terrorisme constitue ainsi un pilier fondamental des compétences requises. La population doit également être sensibilisée à la lutte antiterroriste, et l'école a tout son rôle à jouer dans la prévention.

- avance technologique : un effort réel en R&D, associant le public et le privé, coordonné au niveau européen, est à accomplir afin de développer des technologies efficaces en matière de lutte anti-terroriste (biométrie, logiciels de reconnaissance faciale, etc.). Des normes assurant la sécurité des dispositifs anti-terroristes sont également à mettre en place.

- bataille des idées : le Livre ne propose que le strict minimum idéologique : communiquer en manière à isoler les terroristes, réaffirmer les valeurs fondamentales, tout en refusant les amalgames. Toutefois, le Livre prône l'effort de rappeler les faits historiques, de rejeter la rhétorique guerrière du *clash* des civilisations, et de participer activement à la résolution des conflits qui servent d'arguments aux discours terroristes.

Bibliographie :

* <http://www.terrorwatch.ch/fr/menu.php> (site de Terrorwatch)

* GABER, Sabrina, *Privatisation de la violence: légitime faisabilité*, CEREMS, Paris, 2007.

* SFEIR, Antoine, BELLAY, Jérôme, *Al-Qaïda menace la France*, Le Cherche Midi, coll. Actu, Paris, 2007.

* Livre Blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure, *La France face au terrorisme*, 2006.